Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°135
15 février 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Manque de moyens dans les écoles, maltraitance des aînés : une société malade du profit

Entre 7 et 10 000 enseignants et travailleurs des écoles ont manifesté le 10 février pour dénoncer, entre autres, le manque de moyens de l'enseignement. Depuis des dizaines d'années, la part du budget consacrée à l'enseignement ne cesse de diminuer malgré un nombre d'élèves en hausse.

Le covid a accentué brutalement les problèmes existant depuis longtemps. Combien d'enfants se retrouvent dans des classes surpeuplées ou juste surveillés par des éducateurs des journées entières car les professeurs absents ne sont pas remplacés ? Combien de jeunes se retrouvent sans certains cours pendant des semaines, parfois des mois ? Le manque de personnel, accentué par les quarantaines et les congés maladies liés au covid, privent de plus en plus de jeunes de leur apprentissage. Et si une minorité arrive à payer des cours particuliers à leurs enfants, ce n'est pas le cas pour la majorité de la population.

Les enseignants, les éducateurs, tout le personnel des écoles se retrouvent à pallier les manques en faisant des heures supplémentaires, en accueillant dans leurs classes les élèves en surnombre, tandis que les parents se retrouvent démunis face aux devoirs remis à leurs enfants.

Ce définancement général de l'enseignement cause non seulement des retards scolaires, mais carrément le décrochage et un grand mal être des enfants et adolescents. Embaucher massivement du personnel est urgent. Mais alors que l'argent ne manque jamais pour arroser les entreprises et pour diminuer les taxes des patrons, les caisses sont vides quand il s'agit d'assurer l'éducation et l'épanouissement des jeunes.

Et il en va de même en ce qui concerne les personnes âgées. La parution en France d'un livre dénonçant la maltraitance dans les maisons de repos du groupe privé Orpea a remis sur le devant de la scène le sort réservé aux anciens dans cette société.

Des personnes âgées laissées seules des journées entières, pas lavées, mal nourries, tout cela en payant de 1 200 à 4 000 euros par mois. Tous ces faits sont en réalité connus depuis bien longtemps. Et ils ne concernent pas que les maisons de repos du groupe Orpea ni le seul secteur privé. Les travailleurs des maisons de repos le dénoncent depuis des années. En 2015 déjà, les travailleurs du groupe Orpea en Belgique avaient fait grève pour dénoncer le manque de personnel, de matériel, et les salaires insuffisants.

Suite à la réforme des hôpitaux des années 80, les personnes âgées avaient été transférées des services de gérontologie hospitalière dans des maisons de repos. Les capitaux privés se sont alors engouffrés dans ce secteur avec le soutien des gouvernements successifs. Aujourd'hui, en Flandre, il en reste moins de 30% au public. En Wallonie, la loi limite à 50% la part attribué au privé, tandis qu'à Bruxelles, le privé détient 64% des lits.

Pour les capitalistes, les retraités sont une marchandise comme une autre. Ce qui était naturel dans les sociétés humaines, prendre en charge collectivement les anciens, est devenu source de profit. Et de profits importants.

Pour la bourgeoisie, l'automobile, la distribution, les soins et bien d'autres secteurs pourtant utiles ne sont que des supports interchangeables pour placer ses capitaux pléthoriques.

Pour développer leurs affaires, ces groupes privés ont trouvé le soutien de l'État, ils bénéficient de millions d'euros d'argent public puisque les soins aux résidents sont financés par les différents gouvernements régionaux.

Quels que soient les partis politiques au pouvoir, toutes les institutions, tous les ministères, sont conçus pour aider les bourgeois à faire des affaires.

Il faut que les problèmes soient mis sur la place publique. Les mieux placés pour dénoncer les scandales

multiples, dans les maisons de repos, comme ailleurs, ce sont les travailleurs, des aides-soignantes aux comptables en passant par les magasiniers. Aujourd'hui, ceux qui osent dénoncer combines et dysfonctionnements sont traqués et licenciés, y compris les militants syndicaux, et tous les témoins demandent l'anonymat. Eh bien, il faut imposer la suppression du secret commercial et des affaires, le contrôle par ceux d'en bas !

Pour s'occuper dignement des enfants et des anciens, il faut embaucher massivement dans les écoles, dans les maisons de repos publiques ou privées, comme dans les hôpitaux.

Quand les enseignants et les travailleurs des maisons de repos revendiquent des embauches, ils se battent pour l'intérêt des jeunes, des anciens, des familles et donc pour l'intérêt général. Dans cette société, ce sont les travailleurs qui ont le plus grand sens des responsabilités. Ils doivent la diriger.

Soins à la personne en Flandre : la privatisation passe ... en force si nécessaire

Avec le scandale Orpéa, les médias ont parlé de la situation dans les maisons de repos. Or, ce sont aussi les jeunes accouchées, les personnes âgées à leur domicile, les personnes handicapées et tant d'autres usagers des services d'aide à la personne dont les soins sont menacés par la privatisation.

Ces services autrefois dépendants des mutualités ou des communes sont de plus en plus externalisés au profit de sociétés privées lucratives ou d'asbl.

L'Acod (la Cgsp flamande) dénonçait l'année dernière la commune de Kortessem (Limbourg) dans laquelle on ne peut tout simplement plus trouver une seule place en crèche publique. L'accueil de la petite enfance, ainsi que les autres services d'aide à la personne, ont été privatisés au profit de l'asbl i-mens.

A Ostende c'est carrément contre les avis juridiques de sa propre administration que Bart Somers, ministre des affaires intérieures flamandes, défend la privatisation des services d'aide à la personne du CPAS.

Fin janvier, les syndicats ont remis le dossier au Conseil d'Etat pour faire casser cette décision. Ni Somers, ni le bourgmestre d'Ostende, Tommelein, ne se montrent le moins du monde inquiets. Ce qui est logique car tout va dans le sens de la privatisation : la pression des entreprises comme la soumission du personnel politique.

Ainsi vont les lois, les règles et les droits des travailleurs : ils ne valent que tant qu'ils sont activement défendus. Les entreprises privées s'imposent dans tous les secteurs et forcent la législation si nécessaire. Ce n'est que par la force que les travailleurs, quand ils arrêteront de subir, pourront les arrêter.



Diviser... pour plus de profits

Après deux ans de pandémie et 30 000 morts dans des hôpitaux sous-financés, quelle est la proposition du gouvernement belge en la personne d'Annelies Verlinden, ministre CD&V de l'Intérieur ? Accélérer la régionalisation des soins de santé !

Non pas par amour égoïste pour la Flandre, ni pour faire en sorte que *"à l'avenir, l'exercice des soins de santé soit proche des citoyens concernés"*, comme elle dit dans une interview dans Le Soir.

Couper en morceaux un service public, c'est préparer la privatisation qui consiste à jeter les morceaux les plus rentables en pâture aux capitalistes.

Le prochain variant peut frapper, les profits seront soignés, et eux seulement !

Logement social : « nul devoir ne s'impose aux riches » !

En 2013, le Gouvernement wallon édictait un arrêté pour que la proportion de logements sociaux dans chaque commune soit de 10%.

10 ans plus tard, ce vœu pieux est resté lettre morte. A peine 10% des communes wallonnes atteignent ce taux. Personne ne s'étonnera que, si Chapelle-lez-Herlaimont compte 21% de logement social, Manage 14% et La Louvière 11%, on tombe dans les communes riches du Brabant wallon à 0,8% à Grez-Doiceau, 0,4% à Waterloo et 0% à Lasne.

Contre les travailleurs qui manifestent et les gilets jaunes, les ministres savent envoyer la police et taper fort des fois, mais pas contre

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

les élus des communes riches qui ne respectent pas la loi !

Les belles paroles des élus wallons ne trouveront à s'appliquer que lorsque les travailleurs et les familles populaires l'imposeront.

Ça gaze pour eux

Selon l'instance de régulation de l'énergie de la Belgique, la CREG, les bénéfices des centrales à gaz du pays ont été les plus élevés depuis 15 ans. La facture de gaz qui double, ce n'est pas perdu pour tout le monde.

Et Engie-Electrabel, EDF-Luminus et E.on qui sont les opérateurs de ces centrales ne profitent pas seulement des prix à la hausse, mais aussi des subsides que le gouvernement accorde aux centrales à gaz sous prétexte de transition énergétique.

L'État nous taxe, les patrons amassent !

Alors qu'ils sont déjà exploités par les capitalistes, les travailleurs sont en plus contraints de payer les impôts et les taxes, dont une grande partie bénéficie avant tout aux capitalistes. Même si les hauts salaires des élus et des ministres choquent, ils ne représentent qu'une infime partie de l'argent de l'État, la plus grande partie finance les profits des capitalistes.

Par exemple, le fonds d'investissement Ameringo a récemment reçu 105 millions d'euros à distribuer aux entreprises wallonnes. Les actionnaires du plus gros assureur belge, Ageas, ont, eux, bénéficié de 600 millions d'achat d'actions de cette entreprise par l'Etat. Pendant ce temps les travailleurs des services utiles à la population, comme les écoles ou les hôpitaux, dénoncent le manque de moyen, et le gouvernement leur répond qu'il n'y a pas d'argent.

Les gouvernements ne sont que les laquais des patrons, ils distribuent des cadeaux aux entreprises et utilisent l'argent public pour financer les investissements des capitalistes.

Les bourgeois évitent d'investir et de prendre des risques, ils ne sont plus que des parasites dont les travailleurs ont intérêt à se débarrasser !

Il faut augmenter les salaires !

La baisse de la TVA à 6% sur l'électricité permettra peut-être à certaines familles de garder la tête hors de l'eau pendant 4 mois. Mais comme la hausse du coût des énergies est partie pour durer, le problème n'est pas du tout réglé. Et pour ceux qui consomment du gaz, le problème reste entier.

Ce qui est nécessaire pour mettre fin à ces menaces de se noyer dans les dettes, c'est une hausse importante des salaires, des pensions et des indemnités de chômage : 2 000 euros minimum de revenu seraient nécessaires.

Marges en hausse

Selon une étude de l'autorité belge pour la concurrence, les marges des entreprises n'ont jamais été aussi élevées. Après le paiement des investissements, des salaires, des matières premières, il leur reste en moyenne 45% de leur chiffre d'affaires comme profit. Et plus les entreprises sont grandes, plus cette marge est élevée.

Comment obtenir de tels résultats en temps de crise ? En augmentant les prix, en supprimant du personnel, en baissant les salaires, en bénéficiant des subsides d'Etat… Bref, en volant les travailleurs.

C'est le racket Total !

Le groupe Total a accaparé un profit record de 13,5 milliards en 2021. Voilà pourquoi les prix à la pompe flambent ! L'État se sucre au passage en nous taxant, mais ce sont bien les grands groupes de l'énergie qui fixent la hausse des prix.

Pour les travailleurs se déplacer c'est essentiel. Les trusts de l'énergie en profitent et nous rackettent à chaque fois qu'on fait le plein. Les travailleurs doivent se préparer à contrôler les prix et finalement exproprier ces multinationales dès qu'ils en auront la force.



Quand les prix augmentent, les salaires doivent suivre

En Turquie, la spirale de l'inflation devient catastrophique. Le salaire minimum avait été augmenté de 50% en 2021, cette augmentation (théorique, car beaucoup de travailleurs n'ont pas le salaire minimum) est déjà rattrapée par la nouvelle envolée de l'inflation. Elle s'approche désormais de 50%, avec des factures d'électricité qui viennent de doubler depuis janvier.

Dans plusieurs entreprises, des grèves pour les salaires ont commencé et le gouvernement craint leur généralisation, à juste titre.



Ce n'est pas du luxe

Plusieurs centaines de travailleurs des ateliers de Louis Vuitton, majoritairement des femmes, se sont mises en grève pour réclamer de

meilleures conditions de travail et de salaire.

Elles ne voient pas de raison de tout accepter alors que le groupe LVMH, propriétaire de la marque, annonce un bénéfice net en hausse de 107% ! Bénéfice qu'elles ont réalisé de leurs mains.

Le yacht de Jeff Bezos ? C'est le pont-pont !

Jeff Bezos, le patron d'Amazon, s'est envoyé dans l'espace, et s'est aussi fait construire un bateau de luxe tellement énorme qu'il ne peut pas sortir de Rotterdam pour rejoindre la mer… Trop haut pour passer sous un pont !

Pressées de ramper devant cet ultra riche, les autorités de la ville ont proposé de démonter le pont. Cette suggestion n'a bien sûr pas plu aux habitants. De tels enfants gâtés méritent d'être expropriés.



La « liberté » des travailleurs demande d'autres luttes

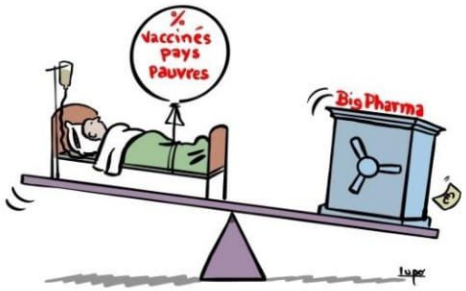
Le « convoi de la liberté » interdit à Paris et à Bruxelles, a rassemblé des milliers de manifestants qui ont campé aux portes de Paris et étaient attendus à Bruxelles lundi. Pour une partie d'entre eux, d'autres préoccupations se sont cependant ajoutées à celle du retrait du passe sanitaire : l'insuffisance des salaires, pensions et allocations face à l'augmentation des prix.

En effet, que veut dire la « liberté » pour les travailleurs, les pensionnés, handicapés ou travailleurs au chômage ? Quand les salaires et revenus de remplacement ne suffisent même pas à payer le loyer et les factures, ce n'est pas à cause du passe sanitaire qu'on est obligé de renoncer au restaurant ou au cinéma.

La lutte pour l'augmentation des salaires est nécessaire. Et il faut que les travailleurs du privé et du public, qui font fonctionner toute la société, deviennent les militants de leur liberté de gagner correctement leur vie.

Du même coup, ils laisseront derrière eux les faux chantres d'une liberté qui, au fond, est celle des Trump, Le Pen, Zemmour et de la bourgeoisie en général, c'est-à-dire la liberté d'exploiter !

Ils soignent… leurs profits



L'entreprise pharmaceutique Pfizer a plus que doublé ses bénéfices nets en 2021, atteignant plus de 19 milliards d'euros. Mais en quoi les actionnaires de cette entreprise ont-ils contribué à combattre la pandémie ?

Ils n'ont ni fabriqué, ni financé le vaccin. Ce sont les travailleurs qui l'ont fait, de celles qui nettoient les laboratoires jusqu'aux chercheurs, dans les laboratoires, les usines, les centres logistiques, etc.

Les actionnaires n'ont fait qu'empocher l'argent public, ne se gênant pas pour augmenter les prix de leur vaccin en pleine pandémie et laissant la moitié pauvre de la population mondiale sans aucune protection.

Contre le parasitisme mortel des capitalistes, il ne suffira pas d'une petite piqûre. Il faudra les exproprier !

Le PS travaille en équipe… pour les patrons

Lundi matin, Magnette dit dans un interview rêver d'une Belgique « sans e-commerce », sa proposition faisant couler beaucoup d'encre pendant toute la semaine sur les pour et contre de l'e-commerce. Mais ce n'est pas cela qui va augmenter les salaires !

Le vendredi après-midi, son collègue de parti, le ministre de l'économie et du travail Dermagne, mettait sur la table du gouvernement l'assouplissement du travail de nuit : notamment dans l'e-commerce, travailler entre 20h et 24h ne serait plus considéré comme travail de nuit et pourrait donc être payé comme une heure de travail normale.

Aucun des deux ne défend les travailleurs.

Jouer avec des allumettes au-dessus d'un baril de poudre

Après le ballet diplomatique de la semaine, avec le voyage de Macron à Moscou, les tensions militaires à la frontière russo-ukrainienne sont à la une des media. Suite à la déclaration de Biden sur un danger imminent d'invasion russe en Ukraine, les différents Etats de l'OTAN ont appelé leurs citoyens à quitter le pays.

Est-ce que la guerre est imminente ? Pour le moment, ce sont plutôt des gesticulations politiciennes de Poutine et Biden. L'un pour se poser en résistant face à l'Occident, alors qu'il réprime les travailleurs qui se révoltent contre la misère. L'autre pour faire oublier ses promesses non tenues à la population américaine pauvre.

Mais c'est un jeu diplomatique dangereux ! Les affrontements entre l'Ukraine et la Russie ont déjà fait 15 000 morts et des centaines de milliers de déplacés. Quant aux budgets militaires en hausse des

puissances impérialistes, des États-Unis en premier lieu, ils préparent la guerre. Les armes sont là, ainsi que les troupes pour s'en servir et les dirigeants politiques pour les justifier.

Le monde en crise ressemble de plus en plus à une poudrière qui n'attend qu'une étincelle.

Leur camp et le nôtre

Les dirigeants des Etats impérialistes qui désignent Poutine comme l'agresseur, n'avaient rien à redire quand son armée est intervenue au Kazakhstan pour écraser dans le sang la révolte des travailleurs, notamment ceux des multinationales pétrolières occidentales.

En concurrence commerciale, les capitalistes utilisent le nationalisme pour monter les travailleurs les uns contre les autres. Mais contre les travailleurs en lutte, ils sont tous dans le même camp, celui du profit !



Les exploiteurs sont dans nos propres pays !

Au moins trois avions de fret ont atterri à l'aéroport de Liège apportant 75 tonnes de marchandises de la province chinoise Xinjiang. Le hic : c'est dans cette province que la Chine entretient de vastes camps de travail où les Ouïghours sont soumis au travail forcé.

Est-ce que ces avions contenaient des marchandises produites dans ces camps ? Rien n'est prévu pour le contrôler. Personne ne veut savoir. On risquerait en effet d'y découvrir des objets de marques bien connues : Apple, Nike, Volkswagen, Lacoste, Alstom, Mercedes… 83 marques étaient citées dans un rapport australien en 2020 qui les accusait de profiter à divers degrés de sous-traitance du travail forcé de ces camps !

La répression et l'exploitation des Ouïghours est ignoble, mais la politique des capitalistes et gouvernements occidentaux l'est tout autant. Car les multinationales ne sont pas gênées de faire du profit sur le travail des enfants et des travailleurs soumis à l'esclavages dans les régimes dictatoriaux de nombreux pays.

Le capitalisme sous ses différentes formes, occidental, chinois, russe, arabe, etc, opprime les populations, il faudra s'en débarrasser.

Manifestation des enseignants : une mobilisation réussie qui demande une suite



Plusieurs milliers d'enseignants ont suivi l'appel en front commun des trois syndicats et se sont rassemblés devant le ministère de l'enseignement de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Sur le chemin, sous les parapluies, les discussions allaient bon train. Le manque criant de moyens et de personnel était illustré par de nombreux témoignages : comment enseigner « covid-safe » dans des locaux vétustes aux fenêtres condamnées et quand on n'a même pas de savon ou de papier toilette ?! Comment éduquer les jeunes dans un environnement sale qui n'est plus entretenu ? Comment exercer son métier pourtant essentiel quand les directives d'en haut ne s'intéressent qu'aux chiffres et pas aux jeunes ? Comment tenir 8 heures par jour devant des classes de 30 élèves ou plus, parce qu'il faut remplacer les collègues malades pour lesquels aucun remplaçant n'est prévu.

Mais les enseignants étaient aussi là en tant que travailleurs. Des travailleurs qui connaissent de longues années de précarité avant de pouvoir espérer être nommés et qui ne sont pas à l'abri de l'augmentation des prix, cela d'autant moins que tous ne trouvent pas suffisamment de cours pour travailler à plein temps.

On tirait aussi le bilan de deux ans de pandémie où l'enseignement, tout comme la santé, a été laissé pour compte.

Le sentiment omniprésent d'aller dans le mur et de se trouver devant une montagne de problèmes, ne rendait pas facile la formulation de revendications concrètes. Par quoi commencer ?! Des discussions collectives seront nécessaires pour le déterminer, tout comme les actions pour poursuivre le mouvement.

D'autant plus qu'en décembre 2021, le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Jeholet, a annoncé la couleur en appelant à la « rigueur ». Au nom de la dette de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il refuse toute revalorisation salariale, et envisage une nouvelle augmentation de la charge de travail, traitant au passage les enseignants de privilégiés.

La dette de la Fédération Wallonie-Bruxelles ce sont les milliards distribués aux entreprises et aux banques, et les dépenses militaires en hausse.

Ce n'est pas à la population, et encore moins aux enfants, à en subir les conséquences.

Lapsus !

Auditionné par le sénat français, un représentant de la société de consultants McKinsey a fait un lapsus révélateur : si la société avait été rémunérée 500 000 €, c'était, disait-

il, pour « réfléchir à des thèmes de réflexion sur l'évolution du marché… euh du métier d'enseignant ».

En Belgique aussi, McKinsey était associé pour élaborer le Pacte d'excellence de l'enseignement francophone.



Voilà deux débuts d'explication aux problèmes posés par les enseignants :

1) Si la Fédération Wallonie Bruxelles est endettée, il faudrait peut-être jeter un œil sur les contrats de consultance.

2) L'absurdité du quotidien de l'école trouverait-elle son explication dans le fait que certains rêvent de faire de l'école un « marché », comme les mêmes en ont fait de la vieillesse ?

Italie : contre l'école des patrons

Depuis le 22 janvier, des dizaines de milliers de lycéennes et lycéens manifestent dans les rues de Rome et d'autres grandes villes italiennes contre « l'école des patrons ». Les protestations ont commencé suite au décès d'un jeune de 18 ans, tué par la chute d'une poutrelle de fer, le dernier jour de son stage obligatoire en entreprise.

Déjà entre octobre et décembre 2021, les élèves protestaient contre l'organisation des examens que le ministre de l'enseignement prévoyait comme si les cours se tenaient à nouveau normalement, ce qui est loin d'être le cas. Jusqu'à 50 écoles étaient occupées par les élèves.

Et quelle normalité ? Depuis les années 2000, les gouvernements successifs de l'Italie ont de plus en plus soumis l'école aux intérêts patronaux.

Les stages obligatoires en entreprises introduits en 2003 ont été étendus à l'enseignement général en 2015. Bon an, mal an, un million de lycéens sont ainsi mis à disposition comme main d'œuvre gratuite aux entreprises. Et bien sûr, refuser les ordres des chefs signifie ne pas obtenir son diplôme. Le ministre de l'enseignement trouve cette "alternance" dans l'exploitation tellement géniale qu'il veut l'étendre à l'école primaire.

Pour Lorenzo Parelli, 18 ans, cette obligation a été fatale. Il fait partie des nombreuses victimes du travail : par jour, 3 personnes décèdent suite à un accident de travail, en Italie.

La « normalité » telle que la voit le gouvernement, prévoit en outre de faire participer une sélection de 100 entreprises à l'élaboration des programmes d'enseignement. L'école doit ainsi former les « profils pour les nouvelles technologies » et les « éduquer dans l'esprit de l'entreprise », notamment en y faisant régner la « compétitivité » entre élèves.

Suite au décès de Lorenzo, à Rome la manifestation des jeunes qui se dirigeait vers le ministère de l'enseignement, a été accueillie par les gaz lacrymogènes et les matraques de la police, faisant plusieurs blessés.

En effet, le gouvernement italien est en train d'apprendre à la jeunesse ce qu'est « l'esprit de l'entreprise » capitaliste. C'est l'exploitation ! Les jeunes qui réclament une « école de l'échange et de la rencontre », et non de la compétitivité, n'y voient aucun avenir enviable et sont en train de reprendre le chemin de la révolte. Il faut espérer qu'ils y rencontreront les idées communistes et révolutionnaires qui leur permettront de jouer leur rôle, ensemble avec tout le camp des exploités, pour changer ce monde !

AGC – Fleurus : une annonce révoltante

Jeudi 10 février, les 187 travailleurs du site de AGC à Fleurus ont appris l'intention de la multinationale de fermer leur entreprise de production de vitrage automobile fin 2023.

Durant une demi-douzaine d'années, le groupe Asahi Glass, propriété de Mitsubishi, a engrangé en moyenne 13 milliards de profits jusqu'en 2020. Mais en 2021, le groupe a décidé d'orienter ses capitaux vers les secteurs plus rentables des semi-conducteurs et des biotechnologies… où les prix ont flambé. Et dans le secteur du verre automobile, le profit sera augmenté en pressurant encore plus les travailleurs !

Les organisations syndicales dénoncent le transfert de la production de Fleurus en Tchéquie. C'est cela la méthode des patrons : pousser les uns vers le chômage pour augmenter l'exploitation des autres. Les travailleurs de Fleurus en ont fait l'amère expérience lorsque, en 2004, la direction a licencié 300 des 720 salariés que comptait le site.

L'annonce de cette décision intervient quelques semaines après la présentation d'une nouvelle génération de pare-brise intégrant des antennes de connectivité 5G, développée notamment dans le centre de recherche d'AGC à Gosselies, grâce à l'argent de la Région Wallonne. Comme pour Caterpillar, comme pour ArcelorMittal, ces aides sont en fait des aides aux actionnaires qui empochent l'argent et prennent leurs décisions uniquement en fonction du profit maximum.

Ces licenciements, ces fermetures d'usines ne sont pas une fatalité. Ce sont des choix désastreux imposés par les capitalistes par un rapport de force, et il est indispensable de faire changer cela!

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !